

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

SOCIETE FINANCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT DE LA REUNION « SOFIDER »

Société anonyme au capital de 40 000 000 €
Siège social : 3, rue Labourdonnais – 97400 Saint-Denis de la Réunion
314 539 347 R.C.S. Saint-Denis – APE 6492 Z

Comptes annuels approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 26 mai 2026**I. – Bilan au 31 décembre 2025**

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	2025	2024
Caisses, banques centrales		84	84
Créances sur les établissements de crédit	3.1	24 282	21 231
Opérations avec la clientèle	3.2.1	1 308 271	1 321 539
Actions et autres titres à revenu variable	3.3.1	660	660
Participations et autres titres détenus à long terme		3	7
Parts dans les entreprises liées	3.4.1	551	551
Immobilisations incorporelles	3.5.1	1	60
Immobilisations corporelles	3.5.2	1 517	718
Autres actifs	3.6	3 755	3 122
Comptes de régularisation	3.7	10 728	10 091
Total de l'actif		1 349 850	1 358 063

Passif	Notes	2025	2024
Dettes envers les établissements de crédit	3.1	1 147 489	1 160 111
Opérations avec la clientèle	3.2.1	10 063	10 973
Autres passifs	3.6	802	1 334
Comptes de régularisation	3.7	87 998	84 381
Provisions	3.8.1	5 688	5 457
Dettes subordonnées	3.11		
Capitaux propres et assimilés	3.9	97 809	95 807
+Capital souscrit		40 000	40 000
+Primes d'émission		5 224	5 224
+Réserves		16 591	16 591
+Subventions et fonds publics affectés		1 042	1 043
+Report à nouveau		32 949	26 250
Résultat en instance d'approbation			
Résultat de l'exercice (+/-)		2 003	6 699
Total du passif		1 349 850	1 358 063

Hors bilan	Notes	2025	2024
Engagements donnés			
Engagements de financement	4.1.1	38 116	30 719
Engagements de garantie	4.1.2	17 399	22 000
Engagements reçus			
Engagements de financement	4.1.1	20 000	25 000
Engagements de garantie	4.1.2	965 582	995 505

II. – Compte de résultat

(En milliers d'euros.)	Notes	2025	2024
Intérêts et produits assimilés	5.1	44 702	42 855
Intérêts et charges assimilées	5.1	-24 630	-22 885
Revenus des titres à revenu variable	5.2	5	3
Commissions (produits)	5.3	4 349	4 722
Commissions (charges)	5.3	-1 153	-1 358
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	5.4	0	0
Autres produits d'exploitation bancaire	5.5	342	417
Autres charges d'exploitation bancaire	5.5	-121	-252
Produit net bancaire		23 493	23 502
Charges générales d'exploitation	5.6	-10 397	-7 248
Dotations aux amortissements et aux dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles		-241	-266
Résultat brut d'exploitation		12 856	15 988
Coût du risque	5.7	-8 793	-6 366
Résultat d'exploitation		4 063	9 622
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	5.8	0	0
Résultat courant avant impôt		4 063	9 622
Impôt sur les bénéfices	5.9	-2 060	-2 923
Résultat net		2 003	6 699

III. – Affectation du résultat

L'Assemblée générale décide d'affecter comme suit le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :

- Résultat de l'exercice	2 002 924,66 €
- Report à nouveau antérieur	32 949 190,18 €
- le bénéfice distribuable	34 952 114,84 €
- Versement de dividendes	2 002 406,00 €
Le solde, soit 32 949 708,84 € est reporté à nouveau	

L'Assemblée générale décide de verser un dividende de 10,18 € par action. Le versement interviendra à compter du 1^{er} juin 2026.

Conformément aux articles 117 quater et 200 A du Code général des impôts, le dividende distribué est soumis (pour son montant brut et sauf dispense sous conditions de revenus) à un prélèvement à la source qui est définitif, sauf option pour l'application du barème progressif de l'impôt sur le revenu. Dans ce cas, le dividende versé est éligible à l'abattement prévu à l'article 158 3.2° du Code général des impôts et le prélèvement à la source est imputable sur l'impôt dû.

En application de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous présentons les dividendes versés au titre des trois derniers exercices :

- 2023 : 24 980 900,00 €
- 2024 : aucun versement
- 2025 : 2 002 406,00 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

IV. – Annexe des comptes annuels

Les comptes annuels de l'exercice 2025 sont consolidés au sein de la BRED située au N°18, Quai de la Rapée 75012 PARIS. Ils présentent les caractéristiques suivantes (en milliers d'euros) :

* Total du bilan avant répartition du résultat :	1 349 849
* Encours crédit à la clientèle :	1 308 458
* Capitaux propres et assimilés :	97 809
* PNB :	23 493
* Coût du risque :	-8 793
* Résultat net :	2 003

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

I. – Faits marquants de l'exercice

Le passage à Collection en 2026 a impacté la Sofider notamment sur le coût du risque S3 avec un impact de 2M de provisions exceptionnelles. Celui se décomposait par 400k € d'effet Temps, 1 200k € du fait de l'alignement des règles de provisions du stock auto et 1 000k € du fait de la mise à jour du niveau de provision sur des dossiers en stock au SRA/CTX.

II. – Principes comptables et méthodes d'évaluation

A. – Généralités

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impacts [significatifs] sur les comptes individuels de l'établissement.

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros avec un comparatif sur deux exercices, le 31 décembre 2025 et le 31 décembre 2024.

B. – Changement de méthode comptable

Le règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable. Il a notamment supprimé la notion de transfert de charges. Ces modifications n'ont pas d'impact [significatif] sur les comptes individuels de l'établissement.

C. – Opérations avec la clientèle

Les prêts figurent au bilan pour leur montant (y compris les créances rattachées) après dépréciations constituées en vue de faire face à un risque de non recouvrement (cf. note 3.2.1).

Les principaux types de prêts accordés par la SOFIDER sont :

- crédits de trésorerie, d'équipement, et immobiliers aux entreprises et professionnels
- crédits de trésorerie et immobiliers aux particuliers

Les intérêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leur montant couru, échu et non échu, calculé prorata temporis.

Conformément au règlement ANC 2014-07 les frais dossiers perçus liés à l'octroi des crédits sont étalés sur la durée de vie des contrats.

Dépréciation

Les créances, dont le recouvrement est devenu incertain, donnent lieu à la constitution de dépréciations, inscrites en déduction de l'actif, destinées à couvrir le risque de perte. Les dépréciations sont calculées créance par créance en tenant compte de la valeur actuelle des garanties reçues. Elles sont déterminées selon une fréquence au moins trimestrielle et sur la base de l'analyse du risque et des garanties disponibles. Les dépréciations couvrent au minimum les intérêts non encaissés sur encours douteux.

Les dépréciations pour pertes probables avérées couvrent l'ensemble des pertes prévisionnelles, calculées par différence entre les capitaux restant dus et les flux prévisionnels actualisés selon le taux effectif. Les flux prévisionnels sont déterminés selon les catégories de créances sur la base d'historiques de pertes et/ou à dire d'expert puis sont positionnés dans le temps sur la base d'échéanciers déterminés selon des historiques de recouvrement.

Les dotations et les reprises de dépréciation constatées pour risque de non-recouvrement sont enregistrées en « Coût du risque » à l'exception des dépréciations relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées, comme les intérêts ainsi dépréciés, en « Intérêts et produits assimilés ».

La reprise de la dépréciation liée au seul passage du temps est enregistrée en « Intérêts et assimilés ».

Quand le risque de crédit est identifié, sur des encours non douteux mais présentant une augmentation significative du risque de crédit depuis leur comptabilisation initiale, il est évalué sur la base des pertes de crédit attendues sur leurs durées résiduelles. Ce risque de crédit est constaté sous forme de provision au passif. Depuis le 1^{er} janvier 2018, les modalités d'évaluation de ces encours non douteux sont ainsi alignées avec celles de la norme IFRS 9 de Statut 2 (S2) retenue pour les comptes consolidés.

Les créances irrécouvrables sont inscrites en pertes et les dépréciations correspondantes font l'objet d'une reprise.

D. – Titres de placement

Conformément au règlement ANC 2014-07, les règles suivantes sont applicables en fonction de la finalité de l'opération :

- Les titres de placement sont enregistrés à la date d'acquisition, au prix d'achat. Il s'agit d'actions ou de parts sociales de société.
- Les moins-values latentes déterminées par la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité font l'objet d'une dépréciation ligne à ligne sans compensation avec les plus-values latentes constatées.

E. – Parts dans les entreprises liées**Titres de participation :**

Conformément au règlement ANC 2014-07, il s'agit des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'entreprise, notamment parce qu'elle permet d'exercer une influence sur la société émettrice, ou d'en assurer le contrôle.

F. – Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au bilan à leur coût historique (prix d'achats et frais accessoires) net de TVA récupérable.

Les amortissements sont pratiqués selon les normes du groupe.

G. – Provisions de passif

Conformément au règlement ANC 2014-03, il s'agit de provisions afférentes à une obligation à l'égard d'un tiers, susceptibles d'entraîner une sortie de ressources sans contrepartie (cf. tableau en note 3.8.2).

Provisions pour risques 190 K€ cf. note 3.8.2

Ces provisions correspondent à des estimations de charges à payer dans le cadre de procédures Risques clients

Provisions dites « S2 »

Les Provisions dites « S2 », destinées à couvrir les pertes attendues sur les encours vifs des contreparties « saines » suite à une dégradation de leur note depuis leur comptabilisation initiale s'élève à 4 497 K€.

H. – Engagements de financement

Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées avec la clientèle et l'engagement de financement reçu de la BRED.

I. – Engagements de garantie

Les engagements donnés de garantie d'ordre de la clientèle enregistrent :

- Les garanties financières d'achèvement accordées aux promoteurs immobiliers.
- Les cautions bancaires données aux fournisseurs dans le cadre de ces opérations immobilières.
- Les contre-garanties données aux co-bailleurs sur le financement de crédit-bail.
- Autres engagements par signature (cautions diverses)

Les engagements de garantie reçus enregistrent principalement les engagements reçus d'établissements de crédits, fonds de garantie et de la clientèle pour garantir les prêts accordés par la SOFIDER.

J. – Evénements significatifs

Néant

K. – Evénements postérieurs à la clôture

Néant

III. – Notes sur le bilan

3.1. – Opérations interbancaires

Actif (En milliers d'euros.)	2025	2024
Comptes ordinaires	24 282	21 231
Comptes et prêts au jour le jour		
Valeurs et titres reçus en pension au jour le jour		
Valeurs non imputées		
Créances à vue	24 282	21 231
Comptes et prêts à terme		
Prêts subordonnés et participatifs		
Valeurs et titres reçus en pension à terme		
Créances à terme		
Créances rattachées		
Total	24 282	21 231
Créances sur opérations avec le réseau BRED		
À vue	24 282	21 231
À terme		

Passif (En milliers d'euros.)	2025	2024
Comptes ordinaires créditeurs		
Comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs et titres donnés en pension au jour le jour		
Autres sommes dues		
Dettes rattachées à vue		
Dettes à vue	0	0
Comptes et emprunts à terme	1 141 303	1 154 151
Valeurs et titres donnés en pension à terme		
Dettes rattachées à terme	6 186	5 960
Dettes à terme	1 147 489	1 160 111
Total	1 147 489	1 160 111
Dettes sur opérations avec le réseau BRED		
À vue		
À terme	1 147 489	1 160 111

3.2.1. – Opérations avec la clientèle**Créances sur la clientèle**

Actif (En milliers d'euros.)	2025	2024
Créances commerciales	1 221 547	1 231 529
Crédits de trésorerie et de consommation	238 514	210 967
Crédits à l'équipement	171 841	174 359
Crédits à l'habitat	811 192	846 203
Créances rattachées encours sains	2 892	2 639
Prêts à la clientèle financière	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	25 959	27 568
Certificat d'association		
Valeurs non imputées	4 561	934
Créances douteuses	88 995	88 422
Dépréciations des créances sur la clientèle	-35 683	-29 553
Total	1 308 271	1 321 539

Dettes vis-à-vis de la clientèle

Passif (En milliers d'euros.)	2025	2024
Autres comptes d'épargne à régime spécial		0
Autres comptes et emprunts auprès de la clientèle	5 103	6 905
Dépôts de garantie	127	129
Autres sommes dues	4 832	3 939
Dettes rattachées		
Total	10 062	10 973

(1) Détail autres comptes et emprunts auprès de la clientèle

(En milliers d'euros.)	2025			2024		
	À vue	À terme	Total	À vue	À terme	Total
Comptes ordinaires créditeurs	5 103		5 103	6 905		6 905
Emprunts auprès de la clientèle financière (1)						
Valeurs et titres donnés en pension livrée						
Autres comptes et emprunts						
Total	5 103		5 103	6 905		6 905

3.2.2. – Opérations avec la clientèle - Répartition des encours de crédit par agents économique

(En milliers d'euros.)	Créances saines	Créances douteuses		Dont créances douteuses compromises	
	Brut	Brut	Dépréciation individuelle	Brut	Dépréciation individuelle
Sociétés non financières	180 349	19 137	-8 570	12 818	
Entrepreneurs individuels	79 748	8 761	-2 856	5 516	
Particuliers	950 762	61 094	-24 257	24 831	
Administration, associations	10 692				
Total au 31 décembre 2025	1 221 551	88 992	-35 683	43 165	0
Total au 31 décembre 2024	1 231 529	88 422	-29 553	38 685	-21 411

3.3.1. – Effets publics, obligations, actions, autres titres à revenus fixes et variables**Portefeuille titres**

(En milliers d'euros.)	2025					2024				
	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total	Transaction	Placement	Investissement	TAP	Total
Montants bruts		1 641			1 641		1 641			1 641
Créances rattachées										
Dépréciations		-980			-980		-980			-980
Actions et autres titres à revenu variable		660			660		660			660
Total		660			660		660			660

Actions et autres titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	2025				2024			
	Transaction	Placement	TAP	Total	Transaction	Placement	TAP	Total
Titres cotés		1 641		1 641		1 641		1 641
Titres non cotés								
Créances rattachées								
Total		1 641		1 641		1 641		1 641

3.4.1. – Evolution des titres de participation et assimilés**Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme**

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Conversion	Autres variations	31/12/2025
Participations et autres titres détenus à long terme	0					0
Parts dans les entreprises liées	3 062					3 062
Valeurs brutes	3 062					3 062
Participations et autres titres à long terme						
Parts dans les entreprises liées	2 512					2 512
Dépréciations	2 512					2 512
Total	551	0	0			551

3.4.2. – Tableau des filiales et participations**Titres de participations, parts dans les entreprises liées et autres titres à long terme**

Filiales et participations	Capital 31/12/2025	Capitaux propres autres que le capital y compris FRBG le cas échéant 31/12/2025	Quote-part du capital détenue (en %) 31/12/2025	Valeur comptable des titres détenus au 31/12/2025	
				Brute	Nette
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Labourdonnais SARL	551	550	100 %	3 062	551
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

Filiales et participations	Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés et TSDI en 2025	Montants des cautions et avals donnés par la société en 2025	CA HT ou PNB du dernier exercice écoulé 31/12/2025	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) 31/12/2025	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice en 2025
A. Renseignements détaillés sur chaque titre dont la valeur brute excède 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
1. Filiales (détenues à + de 50 %)					
Labourdonnais SARL		0	34	7	0
2. Participations (détenues entre 10 et 50 %)					
B. Renseignements globaux sur les autres titres dont la valeur brute n'excède pas un 1 % du capital de la société astreinte à la publication					
Filiales françaises (ensemble)					
Filiales étrangères (ensemble)					
Certificats d'associations					
Participations dans les sociétés françaises					
Participations dans les sociétés étrangères					
Dont participations dans les sociétés cotées					

3.5.1. – Immobilisations incorporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Droits au bail et fonds commerciaux	1 902				1 902
Logiciels	406				406
Autres	2 680				2 680
Valeurs brutes	4 988	0	0	0	4 988
Droits au bail et fonds commerciaux	-1 902				-1 902
Logiciels	-346	-59			-405
Autres	-2 680				-2 680
Dépréciations					
Amortissements et dépréciations	-4 928	-59	0	0	-4 987
Total valeurs nettes	60	-59	0	0	1

3.5.2. – Immobilisations corporelles

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Augmentation	Diminution	Autres mouvements	31/12/2025
Terrains	74	0			74
Constructions	3 500	0			3 500
Agencements d'exploitation	969	805			1 774
Autres matériels d'exploitation	150	94			244
Constructions hors d'exploitation	416	1			416
Agencements hors d'exploitation	37	12			49
Immobilisation en cours	0				0
Immobilisations corporelles d'exploitation	4 693	900	0	0	5 593
Immobilisations hors exploitation	453	13	0	0	465
Valeurs brutes	5 146	912	0	0	6 058
Constructions	-3 461	-2			-3 463
Agencements d'exploitation	-485	-112			-597
Autres matériels d'exploitation	-68		6		-62
Constructions hors d'exploitation	-405				-405
Agencements hors d'exploitation	-9	-5			-14
Immobilisations corporelles d'exploitation	-4 014	-114	6	0	-4 122
Immobilisations hors exploitation	-413	-5	0	0	-418
Amortissements et dépréciations	-4 428	-119	6	0	-4 541
Total valeurs nettes	718				1 518

3.6. – Autres actifs et autres passifs

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Comptes de règlement sur opérations sur titres				
Primes sur instruments conditionnels achetés et vendus				
Dettes sur titres empruntés et autres dettes de titres				
Créances et dettes sociales et fiscales (1)	924	277	1 582	793
Dépôts de garantie versés et reçus	153		161	
Autres débiteurs divers, autres créditeurs divers (2)	2 678	524	1 379	541
Total	3 755	802	3 122	1 334
(1) dont crédit d'impôt PTZ	924		1 582	
(1) dont impôt sur les sociétés (régime d'intégration fiscale à compter du 01/01/2022)		0		538
(2) dont dossiers MURABAHA	527		4	

3.7. – Comptes de régularisation

(En milliers d'euros.)	31/12/2025		31/12/2024	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Engagements sur devises				
Gains et pertes différés sur instruments financiers à terme de couverture				
Primes et frais d'émission				
Charges / produits constatés d'avance (1)	10 472	83 626	9 854	80 700
Produits à recevoir / Charges à payer	208	3 777	198	3 316
Valeurs à l'encaissement	48	595	39	363
Autres				1
Total	10 728	87 998	10 091	84 380
(1) dont impôt différé PTZ	4 142		4 343	
(1) dont produits constatés d'avance PTZ		12 824		14 920
(1) dont produits constatés d'avance MURABAHA		70 802		64 183
(1) dont commissions prescripteurs constatées d'avance	6 324		4 220	

3.8.1. – Détail des provisions

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	Utilisations	Conversion	31/12/2025
Provisions pour risques de contrepartie	5 457	797	-565		0	5 688
Provisions pour engagements sociaux	0					0
Provisions pour PEL/CEL						
Provisions pour restructurations	0					0
Portefeuille titres et instruments financiers à terme						
Immobilisations financières						
Promotion immobilière						
Provisions pour impôts	0					0
Autres						
Autres provisions pour risques	0	0				0
Provisions pour restructurations informatiques						
Autres provisions exceptionnelles						
Provisions exceptionnelles	0	0	0	0	0	0
Total	5 457	797	-565	0	0	5 688

3.8.2. – Provisions et dépréciations constituées en couverture de risques de contrepartie

(En milliers d'euros.)	31/12/2024	Dotations	Reprises	Utilisations	31/12/2025
Dépréciations sur créances sur la clientèle	29 553	15 158	-8 334	-1 540	34 837
Dépréciations sur autres créances	466				466
Dépréciations inscrites en déduction des éléments d'actifs	30 019	15 158	-8 334	-1 540	35 303
Provisions S2 risque bilan/hors bilan	4 061	719	-283		4 497
Provisions pour risques de contrepartie clientèle	395	77	-282		190
Autres provisions	1 000				1 000
Provisions pour risques de contrepartie inscrites au passif	5 456	796	-565	0	5 687
Total	35 475	15 954	-8 899	-1 540	40 990

3.9. – Capitaux propres et assimilés

(En milliers d'euros.)	Capital	Primes d'émission	Réserves/ autres	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres et assimilés
Total au 31 décembre 2023	40 000	5 224	17 636	46 027	5 204	114 091
Mouvements de l'exercice		0	-2	-19 777	1 495	-18 284
Total au 31 décembre 2024	40 000	5 224	17 634	26 250	6 699 95 807	
Impact changement de méthode						
Affectation résultat 2023				6 699	-6 699	0
Distribution de dividendes						0
Augmentation de capital						
Autres mouvements			-1			-1
Résultat de la période					2 003	2 003
Total au 31 décembre 2025	40 000	5 224	17 633	32 949	2 003	97 808

3.10. – Durée résiduelle des emplois et ressources

(En milliers d'euros.)	31/12/2025						Total
	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	
Effets publics et valeurs assimilées							
Créances sur les établissements de crédit	24 282						24 282
Opérations avec la clientèle	100 622	26 894	115 642	464 471	600 642		1 308 271
Obligations et autres titres à revenu fixe							
Opérations de crédit-bail et de locations simples							
Total des emplois	124 904	26 894	115 642	464 471	600 642	0	1 332 553
Dettes envers les établissements de crédit	35 734	333	91 051	550 528	469 843		1 147 489
Opérations avec la clientèle	9 935			127			10 062
Dettes représentées par un titre							
Dettes subordonnées							
Total des ressources	45 669	333	91 051	550 655	469 843	0	1 157 551

3.11. – Dettes subordonnées

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées à durée déterminée		
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée		
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0	0
Dettes rattachées		
Total	0	0

4.1.1. – Engagements reçus et donnés - Engagements de financement

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés		
En faveur des établissements de crédit		
En faveur de la clientèle	38 116	30 719
Total des engagements de financement donnés	38 116	30 719
Engagements de financement reçus		
D'établissements de crédit	0	0
De la clientèle		
Total des engagements de financement reçus	0	0

4.1.2. – Engagements reçus et donnés - Engagements de garantie

(En milliers d'euros.)	31/12/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés		
D'ordre d'établissements de crédit		
D'ordre de la clientèle	17 399	22 000
Total des engagements de garantie donnés	17 399	22 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit	66 438	75 222
Autres engagements reçus	899 144	920 283
Total des engagements de garantie reçus	965 582	995 505

5.1. – Intérêts, produits et charges assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations avec les établissements de crédit		-24 630	-24 630		-22 730	-22 730
Opérations avec la clientèle *	44 702		44 702	42 855	-155	42 700
Obligations et autres titres à revenu fixe						
Dettes subordonnées						
Autres						
Total	44 702	-24 630	20 072	42 855	-22 885	19 970

5.2. – Revenus des titres à revenu variable

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Actions et autres titres à revenu variable	5	3
Participations et autres titres détenus à long terme		
Parts dans les entreprises liées		
Total	5	3

5.3. – Commissions

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations de trésorerie et interbancaire		-11	-11		-9	-9
Opérations avec la clientèle	2 438		2 438	2 518		2 518
Opérations sur titres						
Moyens de paiement						
Opérations de change						
Engagements hors bilan	535			741		
Prestations de services financiers	1 375	-1 142	233	1 463	-1 349	114
Activités de conseil						
Autres commissions			0			0
Total	4 349	-1 153	2 660	4 722	-1 358	2 623

5.4. – Gains ou pertes sur opérations de portefeuilles de placement et assimilés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Placement	TAP	Total	Placement	TAP	Total
Dépréciations	0		0	0		0
Dotations	0		0	0		0
Reprises			0			0
Résultat de cession			0			0
Autres éléments						
Total	0	0	0	0	0	0

5.5. – Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025			Exercice 2024		
	Produits	Charges	Total	Produits	Charges	Total
Quote-part d'opérations faites en commun						
Refacturations de charges et produits bancaires	60		60	48		48
Produits et charges des activités non bancaires						
Prestations de services informatiques						
Plus value sur cession stock bien						
Autres produits et charges (*)	283	-121	161	369	-252	117
Total	342	-121	221	417	-252	165
(*) dont provisions juridiques		77			37	

5.6. – Charges générales d'exploitation

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Salaires et traitements	-545	-441
Charges de retraite et assimilées	-94	-77
Autres charges sociales	-141	-115
Intéressement des salariés	-48	-45
Participations des salariés	-102	-73
Impôts et taxes liés aux rémunérations	-32	-26
Total des frais de personnel	-962	-777
Impôts et taxes	-205	-207
Autres charges générales d'exploitation	-9 360	-6 413
Charges refacturées	129	149
Total des autres charges d'exploitation	-9 435	-6 471
Total	-10 397	-7 248

5.7. – Coût du risque

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires					
Clientèle	-15 158	8 334	-1 540	7	-8 357
Provision collectives					
Provision S2 risque bilan/hors-bilan	-719	283			-436
Titres et débiteurs divers					
Provisions					
Engagements hors bilan					
Provisions pour risque clientèle					
Autres					
Total	-15 877	8 617	-1 540	7	-8 793

(En milliers d'euros.)	Exercice 2024				
	Dotations	Reprises et utilisations	Pertes	Récupérations sur créances amorties	Total
Dépréciations d'actifs					
Interbancaires					
Clientèle	-12 046	7 348	-713	7	-5 404
Provision collectives					
Provision S2 risque bilan/hors-bilan	-1 232	270			-962
Titres et débiteurs divers					
Provisions					
Engagements hors bilan					
Provisions pour risque clientèle					
Autres					
Total	-13 278	7 618	-713	7	-6 366

5.8. – Gains ou pertes sur actifs immobilisés

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025				Exercice 2024			
	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total	Participations et autres titres à long terme	Titres d'investissement	Immobilisations corporelles et incorporelles	Total
Dépréciations				0				0
Dotations				0				0
Reprises				0				0
Résultat de cession ou mise au rebut				0				0
Total	0	0	0	0	0	0	0	0

5.9.1. – Impôt sur les sociétés**Détail des impôts sur le résultat 2025**

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025
Bases imposables aux taux de	25,00 %
Au titre du résultat courant	3 948
Au titre du résultat exceptionnel	
Imputation des déficits	
Bases imposables	
Impôt correspondant	1 907
+ Contributions 3,3 %	38
- Déductions au titre des crédits d'impôts	
Impôt comptabilisé	1 945

Provisions pour retour aux bénéfices des filiales	-
Provisions pour impôts	-
Total	1 945
Impôt société comptabilisé	1 945
Impôt société ID PTZ	115
	2 060

5.9.2. – Détail du résultat fiscal de l'exercice - passage du résultat comptable au résultat

(En milliers d'euros.)	Exercice 2025	Exercice 2024
Résultat net comptable (A)	2 003	6 699
Impôt social (B)	1 945	2 837
Réintégrations (C)	13 426	10 576
Dépréciations sur actifs immobilisés		
Autres dépréciations et provisions	9 034	6 244
Dotation FRBG		
OPCVM		
Moins-values régime long terme et exonérées		
QP bénéfices sociétés de personnes ou GIE		
Divers	4 392	4 332
Déductions (D)	9 746	9 028
Plus-values long terme exonérées		
Reprises dépréciations et provisions	4 138	3 017
Dividendes		
Reprise FRBG		
Quote-part pertes sociétés de personnes ou GIE		
Amortissement frais acquisition		
Frais de constitution		
Divers	5 608	6 011
Base fiscale à taux normal (A)+(B)+(C)-(D)	7 628	11 084

5.10. – Répartition de l'activité

(En milliers d'euros.)	Activités	
	Exercice 2025	Exercice 2024
Produit net bancaire	23 493	23 502
Frais de gestion	-10 638	-7 514
Résultat brut d'exploitation	12 855	15 988
Coût du risque	-8 793	-6 366
Résultat d'exploitation	4 062	9 622
Gains ou pertes sur actifs immobilisés		
Résultat courant avant impôt	4 062	9 622

6.1. – Honoraires des commissaires aux comptes

Montants (En milliers d'euros.)	Total				KPMG			
	2025		2024		2025		2024	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
Audit								
Commissariat aux comptes, examen des comptes individuels et consolidés (2)	98	100 %	109	100 %	49	50 %	50	46 %
Autres diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes		0 %	0	0 %		0 %		0 %
Total	98	100 %	109	100 %	49	50 %	50	46 %
Variation (%)				-10 %		-2 %		

6.2. – Information sur les délais de règlement des clients et fournisseurs

En application des dispositions du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, conformément aux modèles établis par l'arrêté du 20 mars 2017 des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître :

- les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu,
- les factures reçues et émises ayant connu un retard de paiement au cours de l'exercice.

Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre de factures concernées	0	0	0	0	0
Montant total des factures concernées T.T.C.	-				-
Pourcentage du montant total des achats T.T.C. de l'exercice	Le pourcentage des factures reçues non réglées, à la date de la clôture est inférieur à 1 % du montant total des achats TTC de l'exercice				
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					Néant
Nombre de factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues T.T.C.					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)					
Délai de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : 30 jours date de facture				

Factures émises et non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu

	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement					
Nombre total des factures concernées T.T.C.					0
Montant total des factures concernées T.T.C.					0
Pourcentage du montant total des achats T.T.C. de l'exercice					
Pourcentage du chiffre d'affaires H.T. de l'exercice					
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses non comptabilisées					Néant
Nombre de factures exclues					Néant
Montant total des factures exclues T.T.C.					
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L 441-6 ou article L 441-3 du Code de commerce)					
Délai de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : Date de facture				

6.3. – Implantation dans les pays non coopératifs

L'article L. 511-45-I du Code Monétaire et Financier et l'arrêté du ministre de l'économie du 6 octobre 2009 imposent aux établissements de crédit de publier en annexe de leurs comptes annuels des informations sur leurs implantations et leurs activités dans les États ou territoires qui n'ont pas conclu avec la France de convention d'assistance administrative en vue de lutter contre la fraude et l'évasion fiscale permettant l'accès aux renseignements bancaires.

Ces obligations s'inscrivent dans le contexte mondial de lutte contre les territoires non fiscalement coopératifs, issu des différents travaux et sommets de l'OCDE, mais participent également à la prévention du blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme.

Le Groupe BPCE, dès sa constitution, a adopté une attitude prudente, en informant régulièrement les établissements de ses réseaux des mises à jour des listes de territoires que l'OCDE a considérés comme insuffisamment coopératifs en matière d'échange d'informations en matière fiscale et des conséquences que l'implantation dans de tels territoires pouvaient avoir. Parallèlement, des listes de ces territoires ont été intégrées, pour partie, dans les progiciels utilisés aux fins de prévention du blanchiment de capitaux, et ce en vue d'appliquer une vigilance appropriée aux opérations avec ces États et territoires (mise en œuvre du décret n° 2009-874 du 16 juillet 2009). Au niveau central, un recensement des implantations et activités du groupe dans ces territoires a été réalisé aux fins d'informations des instances de direction.

Cette déclaration se base sur la liste des pays cités dans l'arrêté du 2 mars 2022 pris en application de l'article 238-0-A du Code général des impôts.

Au 31 décembre 2025, La SOFIDER n'exerce pas d'activité et n'a pas recensé d'implantation dans les territoires fiscalement non coopératifs.

V. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SOFIDER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note II « PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION » de l'annexe aux comptes annuels qui expose les incidences liées au changement de méthodes comptables relatif à la première application du règlement de l'Autorité des normes comptables ANC n° 2023-03 du 7 juillet 2023 (en coordination avec le règlement ANC n° 2022-06) modifiant le règlement ANC n°2014-07 du 26 novembre 2014 relatif aux comptes des entreprises du secteur bancaire constitue un changement de méthode comptable.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimation des provisions/dépréciations pour risque de crédit**Risque identifié**

SOFIDER est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts à la clientèle. Les encours de crédits supportant un risque de contrepartie avéré font l'objet de dépréciations déterminées essentiellement sur base individuelle. Ces dépréciations sont évaluées par le management de votre Banque en fonction des flux futurs recouvrables estimés tenant compte des garanties disponibles sur chacun des crédits concernés.

La méthode de dépréciations des créances douteuses est effectuée, en fonction de la nature de la créance, soit sur base statistique, soit à dire d'expert en s'appuyant sur l'évaluation de la capacité du débiteur à régulariser son défaut et l'estimation des garanties.

Par ailleurs, SOFIDER enregistre, dans ses comptes sociaux, des provisions pour pertes de crédit attendues sur les encours présentant une dégradation significative du risque de crédit. Ces provisions sont déterminées principalement sur la base de modèles développés par BPCE intégrant différents paramètres (flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, probabilité de défaut, taux de perte en cas de défaut, informations prospectives).

Nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit étant donné que les provisions induites constituent une estimation significative pour l'établissement des comptes et font appel au jugement de la direction, tant dans la différenciation des encours selon le niveau de dégradation du risque de crédit et dans la détermination des paramètres et modalités de calculs des provisions pour pertes de crédit attendues que dans l'appréciation du niveau de dépréciation individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.

L'encours de créances à la clientèle au 31 décembre 2025 s'élève à 1 345 M€ contre 1 351 M€ en 2024 (- 5 M€) avec un montant de dépréciation de 36 M€ contre 30 M€ en 2024 (+ 6 M€).

Le coût du risque sur l'exercice 2025 s'élève à -8,8 M€ contre -6,4 M€ en 2024. (Note 3.2.1 et 5.7 des annexes) individuel des encours de crédits douteux et douteux compromis.

Notre réponse

Provisionnement des encours de crédits non douteux présentant une dégradation significative du risque de crédit et des encours douteux dépréciés sur base statistique.

Nos travaux ont principalement consisté :

- à nous assurer de l'existence d'un dispositif de contrôle interne permettant une actualisation à une fréquence appropriée des notations des différentes contreparties,
- en une revue critique des travaux des auditeurs de la consolidation du groupe BPCE qui, en lien avec leurs experts et spécialistes :
 - se sont assurés de l'existence d'une gouvernance revoyant à une fréquence appropriée le caractère adéquat des modèles de provisions, les paramètres utilisés pour le calcul des provisions ;
 - ont apprécié le caractère approprié de ces paramètres utilisés pour les calculs
 - des provisions au 31 décembre 2025,
 - ont effectué des contre-calculs sur les principaux portefeuilles de crédits ;
 - ont réalisé des contrôles sur le dispositif informatique dans son ensemble mis en place par le Groupe BPCE avec notamment une revue des contrôles généraux informatiques, des interfaces et des contrôles automatisés.

Dépréciation sur encours de crédits douteux à dire d'expert

Dans le cadre de nos procédures d'audit, nous avons d'une manière générale, examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions, au suivi des risques de crédit et de contrepartie, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à la détermination des dépréciations et provisions afférentes sur base individuelle.

Nos travaux ont consisté à apprécier la qualité du dispositif de suivi des contreparties sensibles, douteuses et contentieuses ; du processus de revue de crédit ; du dispositif de valorisation des garanties. Par ailleurs, sur la base d'un échantillon de dossiers sélectionnés sur des critères de matérialité et de risques, nous avons réalisé des analyses contradictoires des montants de dépréciations et provisions.

Nous avons également apprécié l'information détaillée en annexe au titre du risque de crédit au 31 décembre 2025

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce

Nous remettons au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration exerçant les missions du comité spécialisé visé à l'article L. 821-67 du Code de commerce des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La défense, le 11 mai 2026

Les commissaires aux comptes

KPMG SA
Sophie Meddouri

Deloitte & Associés
Charlotte VANDEPUTTE

VII. – Rapport de gestion

Le rapport de gestion est tenu à la disposition du public au siège social de la société.